



EURODÉFENSE - FRANCE

28 septembre 2017

« La montée en puissance des pays du Golfe au Moyen-Orient ».
par Monsieur Bertrand Besancenot

*Conseiller Diplomatique du Gouvernement,
Ancien ambassadeur en Arabie Saoudite et au Qatar,*

Le choix du thème de cette conférence peut paraître paradoxal, à première vue. En effet, diverses critiques sont formulées concernant ces pays, résumées en quatre points:

- nous aurions trop investi, pour un retour insuffisant,
- ces pays seraient moins intéressants au regard de la chute du cours du brut, alors que d'autres comme l'Iran en particulier le deviennent,
- L'Arabie saoudite et les Émirats arabes unis auraient une politique étrangère agressive,
- Ils sont accusés d'être des parrains du terrorisme islamique.

La conclusion qui en est le plus souvent tirée est qu'il faudrait donc rééquilibrer notre relation avec eux. Très concrètement, cela implique de ne pas prendre parti dans le conflit entre l'Arabie saoudite et l'Iran. Cela veut dire également de poser aux pays du Golfe des conditions pour la poursuite des partenariats stratégiques. Cela veut dire renforcer le dialogue avec Moscou et Téhéran, d'autant plus d'ailleurs que nos entreprises sont très attirées par les perspectives du marché iranien. Ces éléments s'accordent parfaitement avec certaines nouvelles orientations de la diplomatie française telles que définies par le Président de la République. Il faut parler à tout le monde et être pragmatique. Ainsi, par exemple, il n'est plus demandé, comme préalable, à quelque négociation que ce soit sur le sujet syrien, le départ de M. Bachar El-Assad.

Aujourd'hui, les mots d'ordre, les objectifs, sont SECURITE, INDEPENDANCE, INFLUENCE. Une priorité évidente est donnée à l'Union européenne, avec la volonté de travailler en coopération étroite avec l'Allemagne pour reconstruire un projet européen. En dehors de cette priorité, l'intérêt est clairement tourné vers le Maghreb et l'Afrique. Il faut alors d'abord remettre les choses en perspective et redire quelques fondamentaux.

Premier élément qui semble fondamental : il y a peu encore, on critiquait ces pays du Golfe parce qu'ils étaient trop « riches ». On les accusait en particulier d'être "égoïstes" dans l'affaire des réfugiés syriens... Très curieusement, dans le regard de certains, on a l'impression qu'ils seraient devenus des "pauvres", à cause de la chute du cours du *Brut*, et donc moins dignes d'intérêt. En fait, leur PIB représente les 2/3 de celui de la France. Il représente la moitié du PIB de la zone Afrique du Nord-Moyen-Orient, incluant Israël et Iran. Par ailleurs le PIB de l'Arabie saoudite représente 50% de celui des pays du CCEAG. Il est important également de rappeler que notre excédent commercial avec les pays du Golfe était en 2016 de 5 milliards d'euros, fait à considérer quand on voit l'état de notre déficit commercial.

Deuxièmement, il est important de rappeler que la richesse des pays du Golfe est récente, datant de 1973 seulement. Depuis, il faut bien réaliser que ces pays ont fait un bond en avant extraordinaire dans un temps très court, au moment où d'autres pays riches en pétrole, Iran,

Irak, Libye, Algérie, gaspillaient leurs richesses dans des crises internes dont ils ne sont pas sortis.

Troisièmement, ces pays sont des alliés de l'Occident. Nous restons un modèle de référence. Ils ont facilité notre croissance économique, notre prospérité, par leur politique délibérée de modération des prix du pétrole. Les choses auraient été très différentes si nous avions eu en Arabie, à la place des Saouds, un Saddam Hussein, un Khomeiny ou un Kadhafi. De même, en période de terrorisme islamiste, qu'en serait-il si la Mecque et Médine étaient sous contrôle de DAESH ou d'Al-Qaïda? Il convient d'éviter des formules à l'emporte-pièce du type : "l'Arabie saoudite est un Al-Qaïda qui a réussi!". Il ne s'agit certes pas de faire l'apologie des pays du Golfe. Ces Etats sont loin d'être des modèles. En matière de démocratie, de droits de l'Homme, leurs standards sont éloignés des nôtres, même si la situation évolue.

Quatrièmement, il est exact de dire, mais comme dans bien des endroits ailleurs, que la richesse n'est pas répartie de façon égale et qu'il y a de la corruption.

Cinquièmement, ces pays ont effectivement "*joué*" avec le terrorisme islamiste. Ceci contre Nasser, contre les Baasistes, contre les Frères musulmans... avec d'ailleurs l'assentiment et le soutien de l'Occident lors de la révolution islamique en Iran et contre les Soviétiques en Afghanistan.

Dernier élément, le wahhabisme est effectivement "*sectaire*", mais c'est une doctrine religieuse et non politique. Il est vrai aussi que l'argent du Golfe a répandu le salafisme, en Afrique, en Asie, en Europe, et ceci naturellement nous gêne. Il faut ajouter à cela que l'intervention au Yémen et la crise avec le Qatar sont pour le moins discutables.

Nous avons bien entendu des sujets de divergence avec les pays du Golfe, nous devons en discuter, sérieusement, dans le cadre du partenariat stratégique qui nous lie avec eux. Mais, et c'est là le point à souligner dans cette intervention, les pays de cette région sont aujourd'hui en pleine évolution, ils jouent un rôle de plus en plus important, dans le monde arabe, mais aussi dans les relations internationales. Le fait que le président Trump ait choisi Ryad pour sa première visite à l'étranger devrait faire réfléchir ceux qui aujourd'hui caricaturent ces pays.

Cette montée en puissance des pays du Golfe est toujours liée à leur richesse pétrolière, gazière, financière. Mais elle est aussi liée à l'**échec des "printemps arabes"** et aux crises que connaissent de nombreux pays de la région. Cela fait apparaître les pays du Golfe comme **des îlots de stabilité et de développement** dans une zone troublée. L'Égypte, en particulier, ne joue plus aujourd'hui son rôle traditionnel de leader au sein du monde arabe. Aujourd'hui, l'influence du Conseil de Coopération des Etats Arabes du Golfe (CCEAG) est évidente, au sein de la Ligue Arabe, come au sein de l'Organisation de la Coopération Islamique. Ryad a aussi réussi à isoler l'Iran au sein du monde musulman.

Les prospects dans ces pays restent à ce jour très importants, en particulier dans les domaines de la sécurité et de la défense. Ces pays ont bien compris qu'ils devraient maintenant assumer plus directement leurs responsabilités régionales et que le "*parapluie*" américain ne jouerait plus dans les mêmes conditions, même s'ils ont aujourd'hui une bonne relation avec le président Trump.

Les prospects existent également dans le processus général de diversification de leurs économies. Il y a une vraie volonté de dépendre moins du seul pétrole, de s'appuyer beaucoup plus sur le secteur privé. Des groupes familiaux extrêmement puissants peuvent effectivement avoir intérêt à participer à cette diversification. Cela peut se traduire par des joint-ventures avec des entreprises occidentales.

Il faut citer aussi, notamment pour l'Arabie saoudite, de vrais efforts de diversification des placements à l'étranger. Pour mémoire je rappelle le "Public Investment Fund" qui a pour ambition de devenir le premier fond d'investissement au monde avec un montant de 2000 milliards de dollars, grâce aux privatisations envisagées. L'objectif affiché est d'avoir la moitié de ces sommes investies à l'étranger, et plus seulement en bons du Trésor américain.

D'énormes opportunités s'ouvrent donc pour tous les pays qui sont prêts à jouer le jeu de la réforme économique en cours, qui s'appelle la vision 2030, ou les visions 2030, chaque pays ayant la sienne.

Cela ne signifie pas que tout est rose pour les pays du CCEAG dans la conjoncture internationale actuelle:

- L'Iran a étendu son influence au Moyen-Orient, et ce, à leur détriment,
- Les pays du Golfe n'ont pas réussi à dissocier Moscou de Téhéran,
- Riyad et Abu-Dhabi ont beaucoup misé sur le président Trump, malgré les incertitudes sur sa politique étrangère. Ce dernier a, à leurs yeux, le mérite d'être anti-iranien et "business minded".

Il y a également des tensions montantes, entre Israël et le Hezbollah, entre le Kurdistan irakien et les pays voisins, qui peuvent fortement déstabiliser la région. Enfin, les réformes engagées pour sortir de "*l'Etat providence*" sont indispensables - ces pays ayant perdu la moitié de leurs revenus du fait de la baisse du prix du brut - mais aussi courageuses. Ces pays donnent le sentiment de vraiment vouloir prendre les problèmes à bras le corps. Ils veulent engager des réformes en profondeur qui modifieront véritablement les modèles sociaux et économiques. Il ne faut pas, cependant, se faire d'illusions sur la difficulté de mise en œuvre de tels programmes, avec bien sûr des risques sociaux.

En conclusion, j'ai voulu faire une intervention courte pour laisser plus de temps aux échanges. La France, au cours des dernières années, a effectivement beaucoup investi dans cette région, profitant du désengagement américain voulu par le président Obama, et a su profiter de cette séquence qui par ailleurs troublait ces pays.

Il faut penser bien sûr à la base que nous avons à Abu-Dhabi, aussi au fait que l'Arabie saoudite a été très longtemps notre premier client dans le domaine de l'armement, il est aujourd'hui le second. L'Arabie Saoudite est notre premier fournisseur de pétrole. Nous y sommes le troisième investisseur étranger. Nous avons eu des retours très significatifs de cette politique. Au cours des trois dernières années, les entreprises françaises ont signé avec l'Arabie saoudite pour 27,5 milliards d'euros de contrats civils et 7 milliards de contrats militaires.

Nous avons connu par le passé une mode irakienne, elle est aujourd'hui iranienne. Il n'est pas du tout de mon propos de critiquer le fait d'essayer de nous positionner sur un marché qui à terme sera effectivement tout à fait porteur. Il faut cependant rester conscient des problèmes de financements de contrats en dollars qui ne devraient pas être réglés rapidement. En revanche, nous avons une très bonne image dans les pays du Golfe. Ceci devrait nous inciter à ne pas dilapider cet acquis. Nous devrions au contraire, jouer le jeu de cette nouvelle donne socio-économique dans cette région. Ces pays cherchent des joint-ventures avec des entreprises, notamment occidentales. Ils cherchent à développer un certain nombre de nouveaux secteurs tels que la santé, l'éducation, le tourisme, la culture. Nous avons là des cartes à jouer, en particulier dans le domaine de la formation. De même, il faut savoir saisir les opportunités d'investissements de ces pays en France. Bien sûr, ceci n'exclut pas un dialogue critique sur certains sujets, comme les Droits de l'Homme, ou le financement du radicalisme islamique. Mais encore une fois, ne laissons pas les Américains, les Chinois, les Coréens, les Japonais, les Allemands, les Italiens et les Espagnols profiter de nos hésitations. Depuis un an et demi, nous donnons le sentiment de "*flotter*" dans notre relation avec ces pays. Au contraire nous devrions avoir une approche dynamique afin de saisir toutes les opportunités de coopérations sur ces marchés qui restent quoi qu'on en dise des marchés porteurs. Ceci avec l'idée de renforcer notre sécurité, de renforcer la coopération et le dialogue sur plusieurs questions, en particulier sur le financement du radicalisme islamiste. Mais surtout il faut renforcer notre influence dans une région stratégique de la planète où nous avons la chance de disposer encore de cartes intéressantes.

QUESTIONS / REPONSES

Q1 : *Pouvez-vous nous parler du conflit entre l'Arabie saoudite, les EAU et le Qatar ?*

➤ Je suis tenu par une certaine réserve sur le sujet. La mission qui m'a été confiée par le Président de la République est une mission d'assistance à la médiation koweïtienne. Le souhait de nos autorités est qu'elle se déroule de façon discrète. Les différents pays du Golfe sont trop souvent assimilés à un seul groupe homogène et Il est tout à fait exact que, sur le plan culturel ils ont énormément de points communs. Ils ont également intérêt, ils le savent, à créer une sorte d'union du Golfe. Ceci n'efface pas bien entendu des divergences entre eux. Il est clair qu'il y a un vrai différent entre les Émirats-Arabes-Unis et le Qatar :

- le Qatar n'a pas rejoint la fédération des Emirats en 1971,
- l'ancien Emir du Qatar, Cheik Hamad, a renversé son père en 1995, ce qui, dans une région où combien légitimiste, a été perçu comme un "*crime de lèse-majesté*" ;
- Cheik Hamad a voulu une politique très volontariste d'affirmation de l'identité qatarie, par le rôle de la chaine de TV Al-Jazeera, et par une diplomatie très active, ce qui a naturellement fait de l'ombre au grand voisin émirien qui ne l'a jamais réellement accepté ;
- enfin, au moment des "*printemps arabes*", le Qatar a joué un rôle qui a déplu. Cheik Al-Qaradâwî, un Frère musulman de l'émirat, a réussi à convaincre l'ancien Emir qu'il avait une opportunité unique de placer le Qatar sur la carte du Monde. Les Frères musulmans étaient en train de s'installer dans tous ces pays en révolution et allaient représenter le « *nouveau Monde arabe* ». Il était donc de l'intérêt du Qatar de les financer pour apparaître ensuite comme le parrain de celui-ci. L'ancien Emir a toujours été très clair sur cet objectif, non pas religieux, mais bien stratégique. Bien entendu, l'échec des Frères musulmans, en Egypte, relativement en Tunisie, certainement en Libye, fait que l'ancien Emir a préféré se retirer. Son fils, Cheik Tamim est une personnalité tout à fait différente, beaucoup plus intéressée par les affaires, et par le mondial de football en 2022. A partir d'un certain moment, le Qatar a donc donné le sentiment de "*rentrer dans le rang*".

Du temps de l'administration Obama, les choses se sont passées relativement bien car l'ensemble des pays du Golfe avait le sentiment d'avoir été lâché par l'administration américaine au profit "d'illusions à l'égard de l'Iran". Ces pays du Golfe ont alors masqué leurs divergences, notamment sur le sujet délicat du financement des Frères musulmans, et autres mouvements. Saoudiens et Emiriens ont très fortement soutenu le candidat Trump. Il y avait l'espoir de retrouver le protecteur traditionnel des pays du Golfe. Les Qataris ont fait le choix inverse en soutenant largement Hillary Clinton. Tant que cela restait dans le domaine privé, cela n'avait pas trop d'importance. Mais le jour où la chaine Al-Jazeera a commencé à déclarer que « cet homme est fou et va conduire la région à la guerre » les difficultés ont commencé. Les mesures prises en riposte me paraissent tout à fait excessives, mais elles portent la marque de Cheik Mohamed Ben Zayed, qui est un homme énergique, et qui veut diminuer l'influence du Qatar. De l'autre côté, Cheik Hamad et son fils dans une moindre mesure, ont toujours été très anticonformistes et aiment la confrontation.

La situation pose un vrai problème aux populations. On observe une augmentation des prix, des difficultés pour voyager. Entre Qatar et Arabie saoudite, en particulier, de nombreux liens familiaux existent et donc la situation actuelle indispose. L'économie du Qatar en souffre et cela porte ombrage à l'organisation du mondial de football. Cette crise ne profite objectivement qu'à l'Iran, mais a plutôt renforcé la légitimité de Cheik Tamim au sein de sa propre population.

Dans cette situation, il n'y a que des perdants, avec certes des raisons de fond, mais ce n'est pas seulement une querelle d'égos. Les Koweïtiens se sont courageusement lancés dans une médiation, sans beaucoup de résultats jusqu'à présent. L'émir du Koweït, « père du CCEAG » se considère un peu comme le sage de la région et peut parler à tout le monde. Les Américains ont les meilleures cartes pour débloquer la situation mais *in fine* la solution ne pourra venir que des pays du Golfe eux-mêmes. C'est pour cette raison que le Président de la République m'a demandé d'aider la médiation koweïtienne.

Q2 : *Pouvez-vous nous parler du conflit au Yémen ?*

➤ La dynastie émirienne des Al-Nahyane est elle-même yéménite. Au Yémen, une différence notable existe entre Nord et Sud: le Sud est purement sunnite, toutes les élites du Sud sont parties à Djeddah, et ont donc des relations très particulières avec les pays du Golfe. Enfin, et cela est partagé à Ryad, il y a le sentiment que l'Iran cherche à profiter de la situation. Voilà trois raisons pour lesquelles les Emiriens sont intervenus au Yémen. Cela a été aussi pour eux l'occasion d'affirmer leurs qualités militaires sur le terrain, alors que jusque-là leurs forces n'étaient connues que sur le papier et que par quelques spécialistes du domaine.

Q3 : *On connaît la relation singulière qu'il y a depuis des décennies entre les pays du Golfe et les Etats-Unis. Un nouvel acteur mondial se présente, la Chine, qui pousse et conteste l'Hégémon. La Chine avance ses pions en Asie bien sûr, en Afrique, en Europe... qu'en est-il dans ces pays du Golfe, particulièrement en Arabie Saoudite?*

➤ Pour le moment, les Chinois sont extrêmement actifs dans les pays du Golfe, et singulièrement en Arabie saoudite, sur le plan commercial et sur le plan économique. La Chine est le premier partenaire commercial de l'Arabie saoudite. Il y a des investissements croisés très importants notamment dans le domaine de la pétrochimie. Les Chinois sont intéressés par le pétrole saoudien, mais de la même façon qu'ils sont intéressés par le pétrole iranien. Les Chinois jusqu'à présent ne se sont pas montrés actifs au plan politique dans cette région. Ils ont toujours voté comme les Russes. Quand les intérêts des pays du Golfe se tourneront de plus en plus vers l'Asie, leur premier marché, avec l'accélération du processus des Nouvelles Routes de la Soie, les Chinois, à leur façon, c'est-à-dire par petits pas, discrètement, progressivement, seront amenés à jouer un rôle plus politique.

Q4 : *Vous avez mentionné les partenariats stratégiques de sécurité dans cette région. Que fait la France dans ce domaine ?*

➤ Nous nous considérons comme des alliés de chacun de ces pays. Nous avons des intérêts majeurs dans chacun d'eux. C'est une des raisons pour lesquelles nous tenons à marquer l'importance que nous accordons à ces relations. Le Président de la République a appelé chacun des protagonistes un certain nombre de fois, pour maintenir un dialogue, pour appeler à la retenue, et pour dire que naturellement nous étions disposés à les aider et en tous cas à faciliter au mieux la médiation koweïtienne. Nous faisons le pari que ce conflit ne dégènera pas. Ce qui ne veut pas dire qu'il pourra être résolu très rapidement et facilement. Il faudra une pression américaine, il faudra, à la fois, favoriser une désescalade des propos dans les médias, et travailler aussi sur le fond, en particulier sur les financements de certains mouvements. Cela concerne les Qataris, mais pas seulement eux. Ces derniers ont d'ailleurs signé un accord avec les États-Unis sur ce volet. L'objectif sera de parvenir à des mesures très concrètes permettant de renforcer le contrôle de ces financements qui pour nombre d'entre eux sont privés, tout en évitant de singulariser, de stigmatiser le Qatar. Il n'y aura pas de solution si un des protagonistes perdait la face. Il y a également des financements en Afrique, en Asie... Et donc c'est un peu de tout cela que nous voulons discuter. Après tout, entre partenaires stratégiques, on raisonne en termes d'intérêts bien compris mais c'est aussi

une façon de pouvoir dire en confiance quelles sont nos préoccupations. Nous avons donc une approche qui est à la fois engagée, mais prudente et discrète.

Q5 : *Comment des responsables de ces pays, qui ont leurs convictions religieuses, ne sont-ils pas frappés par le fait que encourager la diffusion du salafisme risque d'encourager les dérives de l'islamisme et les actions terroristes un peu partout dans le monde ?*

➤ Sur le plan historique, ces pays, à commencer par l'Arabie saoudite, ont joué avec la carte des Frères musulmans, qui pourchassés, étaient venus massivement dans la péninsule arabique. La plupart d'entre eux étaient des enseignants et ont ainsi marqué les mentalités. Les autorités, à un certain stade, ont réalisé que l'idéologie des Frères musulmans était une contestation du pouvoir lui-même. Ces derniers ont alors été pourchassés. Je voudrais rappeler que le wahhabisme est un salafisme, c'est-à-dire une doctrine religieuse fondamentaliste, mais qui est quiétiste. C'est-à-dire que le wahhabisme est apolitique. Il considère que les sujets n'ont pas à contester l'autorité politique. Aujourd'hui, les mouvements djihadistes, à commencer par Al-Qaïda, sont en fait des produits du wahhabisme et de la doctrine des Frères musulmans. Ceux-ci reprennent le côté conservateur et fondamentaliste du salafisme et ils prennent le côté « Islam politique » des Frères musulmans. Les Saoudiens ont financé les mouvements antisoviétiques en Afghanistan, avec notre accord. Lors des confrontations avec les régimes des mollahs en Iran, de Kadhafi en Libye et de la compétition d'influences religieuses, en Afrique, en Asie, les Saoudiens ont financé des mosquées, des écoles coraniques... Ils ont joué avec le feu... Jusqu'au 11 septembre ! En 2003-2004, Al-Qaïda a essayé de prendre le pouvoir en Arabie saoudite. Pour des raisons évidentes, l'idée de mettre la main sur les grands lieux saints de l'Islam était et reste un objectif majeur. A cela s'ajoute l'espoir de prise de contrôle du "coffre-fort" saoudien.

Les Saoudiens ont donc parfaitement compris qu'ils étaient la première cible des djihadistes. Ce n'est pas un hasard s'ils sont impliqués dans la coalition internationale anti-DAECH.

A l'intérieur du pays, ils ont également pris des mesures radicales: contrôles des prêches, des réformes des programmes d'enseignement. Ils ont depuis 2014 le système le plus strict en matière de contrôles des financements...même s'il demeure certaines "fuites" à partir de financements privés. Pour nous également, la diffusion de certaines chaînes, qui sont reçues ici en France, demeure un vrai problème. Elles répandent un salafisme agressif et hostile.

De même, l'université de Médine forme nombre de prédicateurs à ce type de salafisme, qui sont ensuite envoyés dans le monde, notamment en Afrique. L'Islam traditionnel en Afrique était jusque-là beaucoup plus tempéré. Les Saoudiens sont dans une position particulière : ils sont responsables en partie, très clairement, de l'expansion du salafisme au niveau mondial, mais ils sont en même temps victimes de djihadistes. Ils sont donc des partenaires, et notre coopération en matière de renseignements fonctionne très bien,

Q6 : *Comment les pays du Golfe voient-ils l'Union européenne? Inversement, quelle est la perception de cette région du Monde par les institutions européennes ?*

➤ Vous avez tout à fait raison de poser cette question. L'Europe n'existe pas dans le Golfe ! Elle n'existe pas d'abord parce qu'il y a à Bruxelles, notamment au Parlement européen, une antipathie farouche à l'égard des pays du Golfe. Ils y sont considérés comme trop riches, non démocratiques. Les ambassadeurs dans la région ont demandé à ce qu'il y ait des visites d'autorités de l'Union Européenne, Commission, Conseil. Nous n'avons jamais été entendus. Sur le sujet des Droits de l'Homme, nous avons proposé des mesures concrètes mais discrètes et susceptibles d'être efficaces. Nous n'avons jamais eu de réponses. Par contre il y a eu des votes publics au Parlement qui ont eu seulement le don d'exaspérer les pays de la région. En sens inverse, les pays du Golfe raisonnent en terme de 'pouvoir réel'. Quand on leur parle d'Europe, ils répondent toujours que le chef de file politique est la France, que le Royaume-Uni a toujours été présent et que l'Allemagne est la puissance économique. Il n'y a

pas de compréhension de ce qu'est la réalité de l'UE, de la notion de souveraineté partagée. Parallèlement nous ne faisons aucun effort pour l'expliquer. Cela fait plus de 20 ans qu'il y a un projet d'accord de libre-échange entre l'UE et le CCEAG. Nous avons placé dans cet accord des clauses sur les Droits de l'Homme et eux ont placé des clauses pour exclure certains domaines, par exemple liés au pétrole. Il faut espérer que l'engagement européen du nouveau Président de la République va permettre d'avancer. Nous avons également un bon relai en la personne de Madame Alliot-Marie, députée européenne, qui est présidente du groupe d'amitié UE-CCEAG au Parlement européen et qui souhaite aider dans ce sens.

Q7 : *Beaucoup d'études anglo-saxonnes expliquent qu'Islam et sciences sont incompatibles. Or j'ai moi-même eu l'occasion de constater il y a quelques années que certains de ces pays faisaient de gros efforts pour essayer de développer les études scientifiques et les technologies. Où en est-on aujourd'hui ?*

➤ On a dit la même chose à une époque de la religion catholique. Des tentatives très intéressantes ont eu lieu cependant dans le monde musulman, après l'expédition de Bonaparte, en Egypte, en Syrie, au Liban, pour prendre ce qu'il y a de bon dans le modèle européen en l'adaptant aux réalités socioculturelles de la région. Ce fut effectivement une période très riche. Malheureusement, il faut le reconnaître, après les indépendances de ces pays, il y a eu dans la plupart d'entre eux une prise du pouvoir par des mouvements qui, sous le paravent de constitutions démocratiques, républicaines, laïques, socialistes, visaient en réalité l'accaparement du pouvoir, en essayant de le rendre héréditaire. Les "*printemps arabes*" sont des révoltes contre cet accaparement.

Sur le plan purement scientifique et technologique :

- regardez par exemple les efforts émiriens sur les énergies renouvelables,
- regardez l'université « Kaust » en Arabie saoudite, au Nord de Djeddah, dont l'objectif affiché est d'insérer ce pays dans les réseaux de recherche mondiaux. Cela a coûté plus de 10 milliards au roi Abdallah. Aujourd'hui, c'est une structure dans laquelle les saoudiens sont moins de 30%, mais le chiffre va augmenter.

Donc pour moi, l'incompatibilité entre Islam et sciences est un faux débat.

Ces pays savent qu'ils doivent faire des efforts sur le plan de la recherche. Cela veut dire une vraie réforme en profondeur du système. Cela veut dire la fin de subventions parfois aberrantes et sources de gaspillages, que ce soit sur l'eau, l'électricité, le pétrole... Il n'y avait aucune prise en compte de l'efficacité énergétique dans les bâtiments. Désormais, c'est fait. Des cités scientifiques se créent. Vous avez l'université King Saud qui a créé une véritable ville dans la ville à Ryad. Il en est de même à Dammam avec l'ARAMCO. Des grands groupes, qui ont la chance d'avoir déjà énormément d'ingénieurs saoudiens compétents, recherchent des partenariats de recherches et de projets. Désormais les pôles de développements scientifiques du monde arabe se trouvent dans le Golfe. C'est une autre facette de cette montée en puissance

Q8 : *Quels sont aujourd'hui les rapports des pays du Golfe avec Israël?*

Des rapports officieux existent de longue date entre le Qatar et Israël, entre les Emirats et Israël, entre l'Arabie saoudite et Israël. Il existe aujourd'hui une conjonction d'intérêts qui est évidente s'agissant de l'Iran. Les autorités des pays du Golfe n'ont aucun problème avec l'existence de l'Etat d'Israël, mais elles savent très bien que la question palestinienne est au cœur de la « psyché » arabe. Tout dirigeant qui donnerait l'idée qu'il abandonne la cause arabe par excellence se trouverait dans une situation impossible.

Le roi Abdallah avait lui-même proposé une initiative de paix à Beyrouth, qui promettait une reconnaissance pleine et entière d'Israël à condition qu'il y ait un état palestinien dans les frontières de 1967, modifiables légèrement. Tant que ceci ne sera pas clair, les pays de la

région ne bougeront pas officiellement. Ce qui ne veut pas dire qu'il n'y a pas cependant des contacts discrets.

Q8 : *Vous avez évoqué la modernisation en cours en Arabie saoudite, et nous soulignons l'autorisation toute récente accordée aux femmes de conduire les voitures. Le mouvement est-il effectif ?*

➤ Tout d'abord, l'Arabie saoudite est le seul pays arabe à n'avoir jamais été colonisé par une puissance occidentale. Elle a connu une coopération stratégique très étroite avec les États-Unis mais jamais une colonisation, un protectorat. L'Arabie saoudite est donc effectivement un petit "empire du milieu" qui a son histoire propre, qui se considère comme cœur du monde arabe, cœur de l'Islam, avec de bonnes raisons, et qui a vécu pendant des siècles en-dehors des circuits majeurs. L'empire ottoman couvrait les lieux saints mais pas l'intérieur de la péninsule arabique. Toute l'histoire de cette péninsule fut pendant des siècles une histoire de luttes entre tribus sans véritable pouvoir central, sauf à deux reprises: d'une part au tout début de l'expansion musulmane, et ensuite sous les Saouds à partir du XVIII^{ème} siècle. L'Etat saoudien est un Etat bédouin. Ses références sont la tribu et l'Islam. Il y a eu un développement extrêmement rapide et récent, avec un fort exode rural. Aujourd'hui 85% de la population saoudienne se trouve dans les villes. On y retrouve d'ailleurs des quartiers qui reproduisent très largement les tribus, qui restent très fortes. 85% des mariages se font au sein de sa tribu. Le mariage reste un mariage traditionnel, c'est-à-dire celui du choix des parents. Parallèlement, plus des 2/3 de la population a moins de trente ans. Il y a peu de distractions, même si cela s'améliore. Ainsi, toute la jeunesse se retrouve sur les médias sociaux. L'Arabie est le pays au monde le plus connecté sur les réseaux sociaux. Il y a donc ce mélange particulier qui fait qu'on reste très traditionnel dans les rapports familiaux et simultanément particulièrement ouvert sur le monde via ces réseaux.

L'évolution se fait donc. Comme les autres pays du Golfe, l'Arabie saoudite a eu la chance de vivre dans un état providence depuis un peu plus de 40 ans. C'était extrêmement confortable. A l'extérieur, le pays bénéficiait de la protection américaine. A l'intérieur, les expatriés faisaient le travail. Ce modèle s'est écroulé. 300.000 jeunes, mal adaptés aux besoins du marché, arrivent chaque année sur le marché du travail. Plus de 30% de la jeunesse est au chômage. 75% des jeunes, quand on les interroge, disent vouloir devenir fonctionnaires. Il n'y a pas de crise de légitimité en Arabie saoudite, comme cela a pu être le cas en Egypte, en Tunisie ou ailleurs. Il n'y a pas de problème de stabilité politique, mais oui, une véritable révolution culturelle est en marche.

Le vrai talon d'Achille de l'Arabie saoudite est de savoir si elle réussira en 15 ans, en une génération, à bouleverser la mentalité d'une population qui a jusque-là vécu dans un état-providence. Il y a une vraie différence avec les Emirats : l'Arabie a un vaste territoire, quatre fois la France, et une population nombreuse. Réussira-t-elle à se séparer progressivement des expatriés et à transférer des emplois vers les nationaux?

Mais nécessité fait loi et certains ont bien compris la nouvelle donne. On voit apparaître beaucoup de « start-up ». Dans le domaine culturel également on voit apparaître un très grand nombre de jeunes artistes. Le prince Ben Salmane est populaire dans le pays: il a 31 ans. Démagogue, il a un franc parler qui plait aux jeunes. Mais est-ce qu'il réussira ses réformes : arrêt des subventions, imposition de taxes, travail dans le privé, avec les risques induits, et non plus seulement dans l'administration... Cela étant, l'Arabie saoudite conserve des réserves financières remarquables. Le pays possède des élites très bien formées.

Q10 : Quel est votre pronostic sur la stabilité intérieure, non pas de l'Arabie saoudite, mais de son voisinage?

➤ Il y a trop de points d'interrogations pour que je puisse sérieusement vous répondre.